

Les 35 heures par semaine sans perte de salaire, c'est une revendication élémentaire. Elle devrait depuis longtemps être l'objectif immédiat de toutes les organisations ouvrières.

Une revendication, popularisée pendant des années par les militants révolutionnaires est actuellement reprise à leur compte par les directions réformistes, qui l'avaient d'abord combattue : la semaine de 35 heures maximum, sans perte de salaire et avec les embauches correspondant à la diminution du temps de travail.

Chacun voit à quel point la semaine de 5 fois 7 heures par jour, introduirait un début de liberté : une heure par jour au moins de gagnée ! Si la mobilisation permet d'imposer les embauches, chacun voit comment elle est une contribution directe à la lutte contre le chômage, pour le droit à l'emploi de tous et de toutes.

En ce qui concerne les femmes, d'ailleurs, il faut souligner qu'elles sont concernées par cette revendication encore plus directement que les hommes : à cause de la double journée de travail qu'elles font entre leur vie de salariée et leurs tâches ménagères, s'occupant pour l'essentiel de l'entretien du foyer et de l'éducation des enfants. Il faut cependant bien avoir conscience que la revendication des 35 heures, en elle-même, ne résoud pas tout : il faut la compléter par l'exigence d'équipements collectifs de qualité et à bon marché ; il faut aussi la compléter par une bataille d'idées, au sein du mouvement ouvrier lui-même, en faveur de l'égalité entre hommes et femmes et pour le partage égal des tâches ménagères.

Ces réponses, qu'il fallait rappeler ici, se heurtent cependant à toute la propagande de la bourgeoisie aujourd'hui. Toutes les déclarations de Barre ou Ceyrac comportent au moins une phrase de critique de la revendication des 35 heures. Ils n'ont pas de mots assez durs pour la condamner comme irréaliste.

Quant aux directions des syndicats et des partis ouvriers, leur attitude pratique n'est pas plus mobilisatrice. Sans arrêt, ils mettent des délais, des calendriers, des conditions de « compensation » — intégrale ou pas —, de la diminution du temps de travail. A les entendre, tout travailleur peut se dire que 35 heures ce serait bien beau, mais aujourd'hui utopique.

Or, cette revendication n'a rien d'une revendication très avancée... L'analyse des faits elle-même montre qu'elle est seulement une exigence tout à fait élémentaire, qui devrait être au centre de toutes les luttes

comme le minimum à obtenir dans les plus brefs délais.

Pour s'en convaincre, il suffit de résumer l'évolution des techniques de production depuis 1936.

40 HEURES EN 1980 = 160 HEURES EN 1936

Depuis la guerre de 1939-1945, les progrès techniques dans l'industrie ont été tout à fait impressionnants. C'est qu'une longue période d'expansion capitaliste a permis à la bourgeoisie de tirer partie des innovations technologiques testées pendant la guerre. Tout l'y poussait : les bénéfices à tirer de la reconstruction (dès 1952, l'économie avait retrouvé le niveau de 1938), mais aussi la détérioration de la situation de la classe ouvrière (39 heures en 1938 contre 47 heures en 1954 pour un pouvoir d'achat tout juste équivalent à 1938) ; et, de plus, la division du monde en deux blocs, donnant à la bourgeoisie un minimum de garanties de stabilité (Conférence de Yalta en février 1945)...

Trente-cinq ans après, en moyenne sur l'ensemble de la société française, une heure de travail permet de produire quatre fois plus qu'une heure en moyenne en 1936 (voir p.... ci-contre). Pendant le même temps, le pouvoir d'achat, calculé en francs constants, a été multiplié par deux.

Cela signifie qu'avec approximativement le même nombre de travailleurs employés dans l'industrie, quatre fois plus de biens divers sont produits par les travailleurs en France. « Ils en ont profité » disent les porteparole de la bourgeoisie : le niveau de vie, c'est-à-dire le pouvoir d'achat a été plus que doublé... Mais remarquons les faits réels : les biens produits ne correspondent pas nécessairement aux besoins des travailleurs. L'organisation de la production, tous les choix qui la conditionnent, ont été faits par la bourgeoisie. Et même l'augmentation du pouvoir d'achat a

été, d'une certaine façon voulue par elle : il lui fallait trouver des acheteurs pour les biens qu'elle mettait sur le marché. Même si chaque patron cherchait à résister au maximum pour ne pas donner une part de ses profits à ses salariés, il avait en même temps intérêt à la paix sociale pour pouvoir produire au maximum et prendre ainsi une large place sur le marché, par rapport à ses concurrents. Quant aux dirigeants de la bourgeoisie, ils avaient compris la nécessité d'avoir un grand nombre de travailleurs capables de consommer.

Par ailleurs, tout en tirant directement profit de l'augmentation de la consommation ouvrière, le patronat pouvait, durant toutes ces années, disposer à sa guise de la différence :

